

Pouvoir d'emprunt

portée de son programme énergétique national de façon à utiliser de telles méthodes.

La troisième possibilité, qui consiste à financer le déficit en faisant fonctionner la planche à billets, est une fraude. Si la masse monétaire augmentait de 10 p. 100 demain, cela ferait immédiatement baisser la valeur de tous les biens et services de 10 p. 100. L'argent n'est pas seulement un moyen d'échanger des biens et des services. Quand le gouvernement décide qu'il a besoin d'argent pour financer ses programmes et faire toutes les bonnes choses qui lui tiennent à cœur et qu'il demande l'argent dont il a besoin à la Banque du Canada, il ne fait que puiser dans la bourse des Canadiens et leur soutirer une partie de leurs biens. Tout ce qu'ils font, c'est de dérober l'argent des contribuables canadiens pour s'en servir à des fins politiques. Cette mesure est manifestement on ne peut plus inflationniste et comme chacun le sait, l'inflation touche toujours davantage les plus défavorisés, comme les personnes âgées, les petits rentiers, etc.

• (1440)

Quoi qu'on fasse, il est toujours pénible de maintenir un déficit aussi important et il n'existe pas de moyen facile de l'éliminer. Plus le gouvernement laisse le déficit s'accumuler et s'accroître la dette nationale, plus il aura du mal et des problèmes à le résorber par la suite. Un gouvernement aura beau faire preuve d'imagination et lancer des programmes témoignant d'un grand esprit d'initiative de la part des fonctionnaires il n'y a pas de solution facile pour éliminer le déficit sans que le pays en souffre. Si nous subventionnons l'essence et entretenons le déficit, les futures générations n'auront d'autre choix que de faire les frais de cette politique. Personne ne pourra me dire le contraire. Si nous utilisions cet argent pour financer la construction d'infrastructures ou faire des investissements à long terme dont le pays profiterait, comme dans le domaine des sciences, de la technologie ou de l'éducation, que sais-je encore, ce serait complètement différent. Si nous options pour cette solution monsieur l'Orateur, nous pourrions nous en tirer. C'est toute la différence qu'il y a entre quelqu'un qui emprunte \$10,000 à sa banque pour faire un voyage à Tahiti ou pour acheter une pelleuse. Dans les deux cas, cet individu s'est endetté de \$10,000. Seulement, de retour de Tahiti, il ne lui reste plus que des souvenirs. Par contre, sa pelleuse continuerait à fonctionner et lui fournirait des revenus qui lui permettraient de rembourser son emprunt.

Le gouvernement libéral n'a cessé d'endetter le pays pour financer des projets qui ressemblent beaucoup à ce voyage à Tahiti dont je viens de parler. Il n'en reste guère que d'excellents souvenirs, mais le pays n'en a pas gagné pour autant en puissance et n'a pas fait d'investissements capables d'assurer des revenus et de rembourser la dette nationale.

Je reviens au secteur des sciences et des techniques, qui constitue un exemple parfait de ce gaspillage. Il n'y a rien de plus tragique et rien qui ne compromette plus les possibilités d'expansion et l'avenir du pays que l'incapacité du gouvernement, depuis 10 ans, à investir des sommes importantes dans le secteur national des sciences et des techniques. Il se trouvera peut-être quelque'un pour penser que ce n'est pas sur la technologie que l'avenir du pays doit se fonder. Le Canada possède trois grands atouts: ses moyens techniques, ses ressources et sa production alimentaire. Nous avons terriblement

négligé notre technologie et voilà maintenant que nous nous jetons à bras raccourcis sur le secteur énergétique. Cette négligence coûtera extrêmement cher aux générations futures.

Que faisons-nous pour faire face à ce déficit? Que faisons-nous pour être sûrs que l'on ne revienne pas à la charge l'année prochaine avec un bill d'emprunt de 17 milliards, puis l'année suivante de 22 milliards et l'année d'après de 25 milliards? Et c'est le cercle infernal, une répétition de ce que nous avons vécu. Que faisons-nous pour l'éviter? Dans son exposé budgétaire du 28 octobre, le gouvernement a déclaré que telles n'étaient pas ses intentions et qu'il dépenserait moins. Mais c'est ce qu'avait dit John Turner en 1974. C'est ce qu'avait dit Donald Macdonald en 1975. Et c'est aussi ce qu'avait dit Jean Chrétien quand il était ministre des Finances. Ils ont tous dit la même chose depuis que je siège ici. Tous les ministres des Finances ont chanté le même refrain. Ils nous disent: «Nous allons réduire le déficit. Nous allons maintenir la hausse des dépenses gouvernementales en-dessous de celle du PNB. Nous allons assainir la situation financière du Canada.» Depuis mon arrivée ici, c'est ce qu'on dit tous les ministres des Finances. Pourtant, nous avons un déficit de 14 milliards. L'année dernière il était de 11 milliards et l'année d'avant de 8 milliards. Voilà les montants qu'on demande à emprunter. Tout indique que, l'année prochaine, il s'agira de 17 milliards. Tout l'indique, et c'est ce qui se passera à moins d'apporter des changements.

Comment réduire ce déficit? Comment commencer à rembourser notre dette nationale? Nous avons deux solutions. Nous pouvons, soit augmenter les impôts pour percevoir plus d'argent et accroître nos recettes, soit réduire les dépenses ou les deux. Comment augmenter les recettes? Pouvons-nous augmenter les impôts, monsieur l'Orateur? En avons-nous la possibilité? Je ne le pense pas. Je ne pense pas qu'une hausse d'impôts augmentera nos recettes. Au contraire, elle diminuera. L'explication n'est peut-être pas très simple, mais elle part du principe que nous levons déjà trop d'impôts. Le fisc demande déjà davantage que les Canadiens ne sont prêts à payer. Nous essayons déjà de plumer les Canadiens pour donner au gouvernement national plus d'argent que les citoyens ne sont prêts à donner. Dans une démocratie, ce ne se fait pas. C'est probablement impossible aussi dans une dictature ou sous un régime totalitaire. Comme beaucoup de députés le savent, la théorie à la base de ce principe a récemment été adoptée par certaines écoles de pensée du domaine de l'économie qu'on qualifie parfois de néo-conservatrices en raison de leur conception des choses. Parfois, on appelle leurs partisans les économistes de l'offre. On leur a attribué d'autres noms aussi.

Si on faisait un diagramme des revenus du gouvernement par rapport aux taux d'imposition, la courbe des revenus passerait par le zéro à 0 p. 100 et 100 p. 100 d'imposition. En d'autres termes, si le gouvernement ne prélevait aucun impôt, il n'aurait évidemment aucun revenu. C'est également vrai lorsqu'on passe à l'autre extrême. Si le taux d'imposition était de 100 p. 100, le gouvernement n'aurait toujours aucun revenu. Évidemment, aucun gouvernement ne peut percevoir un impôt de 100 p. 100. C'est un extrême théorique inconcevable dans la pratique. Si le gouvernement confisque tout en impôts, il ne reste plus rien.